

PROCURATURE DE RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA
PROCURATURE DU MUN. DE BALTI
MD-3100, mun. Balti, 1, rue Independentei,
Tél : 0 231-23329, 22235
Émail : proc-mbl@procuratura.md
29.10.2013
(nr. d'enregistrement)

À M. Eduard Revenco
Bureau Associé d'Avocats du mun. de Balti
mun. Balti, 38, rue Pacii

À M. Patrick Sannier
Fondateur de
ECE "PS-Internațional" SRL
mun. de Balti, 18, rue M. Viteazul

Par la présente, nous Vous annonçons que par l'ordonnance du 29.10.2013 on a disposé de rejeter la plainte que vous avez déposée contre l'ordonnance du 11.10.2013, émise par le procureur à la Procurature du mun. de Balti Alexandru Celac dans le cadre de la cause pénale nr. 2012041026. Au cas où vous n'êtes pas d'accord avec la décision prise, vous avez le droit de la contester dans l'ordre établi par la loi conformément à l'art. 313 CPP, au juge d'instruction du Tribunal du mun. de Balti dans le délai de 10 jours à partir de la date de la reçue de cette réponse.

Annexe : la copie de l'ordonnance du 29.10.2013 sur 3 feuilles.

Procureur du mun. de Balti
conseiller juridique du I^{er} rang

/signature/

Viorel Tureac

ORDONNANCE

mun. Balti

29.10.2103

Procureur du mun. de Balti, conseiller juridique du I^{er} rang Viorel Tureac, examinant les matériels de la cause pénale nr. 2012041026 et la plainte de l'avocat Eduard Revenco, présenté dans l'intérêt du nommé Patrick Sannier,

JE CONSTATE :

La poursuite pénale dans la présente cause pénale a été initiée par l'organe de poursuite pénale du SUP CMP Balti au 03.08.2012, conformément aux éléments de l'infraction, prévus par l'art. 196, align. (4) Code Pénale.

Par l'ordonnance de la Procuration du mun. de Balti du 15.03.2013, on a disposé d'arrêter la poursuite pénale contre la nommée Marina Fadiievici et le classement de la cause pénale en raison de manque des éléments d'infractions dans les actions.

Conformément à la décision du 03.06.2013 du juge d'instruction du tribunal du mun. de Balti, on a disposé l'annulation de l'ordonnance de la Procuration du mun. de Balti du 15.03.2013, et par l'ordonnance du 10.06.2013, on a disposé de reprendre la poursuite pénale sur cette cause.

Par l'ordonnance du procureur de la Procuration du mun. de Balti Alexandru Celac du 11.10.2013, on a disposé d'interrompre complètement la poursuite pénale de la nommée Marina Fadiievici à cause du manque des éléments d'infractions dans les actions et le classement de la cause pénale nommé pour les raisons mentionnées ci-dessus.

En vertu de ce fait, en vertu de la demande du procureur, par la décision du juge d'instruction du 15.10.2013, on a disposé d'enlever le séquestre, appliqué au 18.06.2013 sur les biens mobiles et immobiliers de la nommée Marina Fadiievici.

Au 25.10.2013, à la Procuration du mun. de Balti, on a reçu la plainte de l'avocat Eduard Revenco, soumise dans les intérêts de Patrick Sannier, par laquelle celui-ci a exprimé le désaccord avec la décision prise, sollicitant la cassation de celle-ci, de même que l'application des mesures d'assurance par la fixation du séquestre sur les biens de la nommée Marina Fadiievici.

Examinant en ordre de contrôle hiérarchique-supérieur les matériels de la cause pénale nr. 2012041026, analysant les arguments de droit et de fait mentionnés par le procureur hiérarchique-inférieur dans l'adoption de la décision, de même que ceux exposés par l'avocat Eduard Revenco dans la plainte déposée, je constate que la plainte déposée est sans fondement, étant en train d'être rejetée pour les raisons suivantes.

À la motivation de la plainte déposée, l'avocat fait référence au fait que le côté objectif de l'infraction a été réalisé par la provocation des dommages matériels par Marina Fadiievici au nommé Patrick Sannier par tromperie, manifestée par la communication des informations fausses sur certaines circonstances et faits, de même que abus de confiance, manifesté par l'utilisation par Marina Fadiievici des relations spéciales de confiance entre eux. Cela indique que l'organe de poursuite pénale n'a pas supprimer les divergences entre les déclarations de la victime Patrick Sannier et de la nommée Marina Fadiievici.

En fait, ce qu'a été exposé dans la plainte, par l'avocat Eduard Revenco, a un caractère déclaratif, parce que en jugeant selon les matériels de la cause pénale, il n'y a pas de support quelconque de fait et de droit.

Dans le cadre de la poursuite pénale sur la présente cause pénale on a constaté que le citoyen de la France, l'entrepreneur Sannier Patrick François Domingos, en 2003, à travers les réseaux sociaux a fait connaissance avec Marina Fadiievici, avec laquelle, dès 2005, a vécu en concubinage dans l'appartement de celle-ci, à Balti, 20, rue Vasile Coroban, app. 56, dirigeant un ménage commun. En septembre 2005, agissant en qualité d'associé unique, Sannier Patrick François Domingos fonde l'Entreprise à Capital Étranger « PS-International » SRL, nommant en qualité d'administrateur Marina Fadiievici. Suite à une entente commune entre Sannier Patrick François Domingos et Marina Fadiievici dans le but du développement de l'activité de production de l'entreprise sur le territoire de la République de Moldova, on a décidé de procurer avec l'argent du fondateur des parcelles et terrains à destination agricole. En vertu de la Loi 1308-XII du 25.07.1997 sur le prix

normatif et la façon de vente-achat des terres, le droit de vente-achat appartient à l'État, aux citoyens de la République de Moldova et personnes juridiques, dont le capital ne contient pas des investissements étrangers, c'est pour cette raison et en vertu des relations de confiance formées que Sannier Patrick François Domingos et Marina Fadievici ont convenu d'enregistrer avec droit de propriété sur le nom de celle-ci les parcelles et les terrains agricoles procurés, pour que ultérieurement ceux-ci soient transmis en location à ÎCS "PS-Internațional" SRL. Ainsi, de 2006 à 2009, Marina Fadievici, sur la base des moyens financiers, reçus de Sannier Patrick François Domingos à travers des systèmes de transferts bancaires internationaux « Western Union » et « Money Gram » en somme totale de 2 218 745, 60 lei, a procuré de différentes personnes physiques des terrains à destination agricoles, placés dans le mun. de Balti et autres localités, enregistrés avec le droit de propriété sur le nom de Marina Fadievici et de sa mère Ludmila Cazacu. Conformément aux données de comptabilité de l'entreprise, en 2006, y inclus l'année 2012, à ÎCS "PS-Internațional" SRL ont été enregistrés 27 contrats de location des terrains agricoles avec une surface totale de 92,4172 ha, y compris 22 contrats de location avec Marina Fadievici 81,4428 ha et avec Ludmila Cazacu 1 contrat de location-2,7363 ha.

Dans la période de référence jusqu'à présent, on a calculé à Marina Fadievici le paiement de loyer pour la location des terrains agricoles en somme totale de 347 098,39 lei, dont on a payé 23 300 lei, la dette pour le moment étant de 323 798,39 lei.

En base d'une entente entre les cohabitants pour exercer l'activité d'entrepreneur, au 15.05.2008, en base des moyens financiers reçus de Sannier Patrick François Domingos, conformément au contrat de leasing nr. 263-08/F AD ICS « Total Leazing » SA, a été procuré la voiture « MITSUBISHI L200 », année de production 2008, qui après le paiement de tous les montants, avec l'accord de Sannier Patrick François Domingos, au 20.05.2009, a été enregistrée à SÎT CCA mun. de Balti à ÎS „Registru » sur le nom de la nommée Marina Fadievici.

À la même date, le 15.05.2008, le moyen de transport cité a été transmis en location à ÎCS "PS-Internațional" SRL conformément au contrat de location.

Conformément aux données d'évidence de comptabilité de ÎCS "PS-Internațional" SRL, le montant de location de cette voiture constitue 278 559,34 lei, dont jusqu'à présent 122 226,45 lei ont été payés, et 13 585,24 lei constituent le montant des retenues de l'impôt à la source de paiement, la dette de l'entreprise à Marina Fadievici pour la location du transport constitue 142 707,65 lei.

Conformément aux matériels de la cause pénale on a établi que pendant 2006-2012, ÎCS "PS-Internațional" SRL exerçait l'activité commerciale sous la direction du fondateur Sannier Patrick François Domingos et l'administration par la nommée Marina Fadievici.

À contra-position à ce qui a été rapporté par l'avocat Eduard Revenco, on a constaté par des épreuves certes et pertinentes que lors de l'activité de la nommée Marina Fadievici en qualité d'administrateur de l'entreprise, celle-ci a agi de bonne foi, avec l'accord total de la part de Patrick Sannier pour ses actions, a été rémunérée pour la fonction détenue, le moyen de transport litigieux était utilisé par l'accord de Patrick Sannier dans le but de travail sans but d'acquisition. L'argent transféré par Patrick Sannier a été utilisé conformément à la destination, selon leur entente, y inclus la gestion du ménage commun.

Certaines données objectives sur la dénaturation de certaines informations par Marina Fadievici dans le but de l'acquisition des biens du nommé Patrick Sannier n'ont pas été établis.

Personnellement, Marina Fadievici ne nie pas que la plupart des terrains ont été achetés avec les moyens de Patrick Sannier. Des matériels de la cause résulte que Marina Fadievici a eu la possibilité et même a investi des ressources propres dans l'activité de l'entreprise.

Pour ces raisons, le litige entre Sannier Patrick François Domingos et Marina Fadievici est un litige de droit civil, la cohabitation des parties lors de près de 7 ans, ayant des conséquences et des obligations réciproques autant d'ordre moral, que patrimonial qui seront solutionnées amiablement, soit dans le cadre d'un procès civil.

S'appuyant sur ces circonstances, on constate le manque des raisons dans l'annulation de l'ordonnance du procureur hiérarchique-inférieur du 11.10.2013.

Tenant compte de ce qu'a été exposé ci-dessus, en m'appuyant sur les prévisions de l'art. 52 align.

(2) p.3/1), 255, 298-299/2 Code procédure pénale,

JE DISPOSE :

1. De rejeter comme étant non-fondée la plainte du 25.10.2013, déposée par l'avocat Eduard Revenco dans l'intérêt du nommé Patrick Sannier contre l'ordonnance du procureur Alexandre Celac du 11.10.2013, émise dans le cadre de la cause pénale nr. 2012041026.
2. D'informer les personnes intéressées sur la décision prise et sur la façon de contester la présente ordonnance conformément aux prévisions de l'art. 313 Code procédure pénale au juge d'instruction.

Procureur du mun. de Balti
conseiller juridique du I^{er} rang
Tureac

/signature/

Viorel

PROCURATURA
REPUBLICII MOLDOVA

PROCURATURA
mun. BĂLȚI

MD-3100, m. Bălți, str. Independenței I,
tel: 0 231-23329, 22235

e-mail: proc-mbla@procuratura.md

29 10 13 06-2401/A-8590



ПРОКУРАТУРА
РЕСПУБЛИКИ МОЛДОВА

ПРОКУРАТУРА
мун. БЭЛЦЬ

MD-3100, м.Бэлць, пл.Индпенденцеї I,
тел: 0 231-23329, 22235

e-mail: proc-mbla@procuratura.md

Dlui Eduard Revenco
Biroul Asociat de Avocați mun.Bălți

mun.Bălți, str.Păcii,38

✓
Dlui Patrick Sannier
fondator al
ÎCS "PS-Internațional" SRL

mun.Bălți, str.M.Viteazul,18

Prin prezenta Vă aducem la cunoștință, că prin ordonanța din 29.10.2013 a fost dispusă respingerea plîngerii Dvs asupra ordonanței din 11.10.2013, emisă de către procurorul în procuratura mun.Bălți Alexandru Celac în cadrul cauzei penale nr.2012041026.

În caz de nu sunteți de acord cu hotărîrea primită, sunteți în drept de a o contesta în ordinea stabilită de lege conform art.313 CPP, judecătorului de instrucție din cadrul judecătoriei mun.Bălți în termen de 10 zile de la data primirii prezentului răspuns.

Anexă: Copia ordonanței din 29.10.2013 pe 3 file.

Procurorul mun.Bălți
consilier juridic de rangul I


Viorel Tureac

ORDONANȚĂ

mun.Bălți

29 octombrie 2013

Procurorul mun.Bălți, consilier juridic de rangul I Viorel Tureac, examinând materialele cauzei penale nr.2012041026 și plîngerea avocatului Eduard Revenco, înaintată în interesele numitului Patrick Sannier,

CONSTAT:

Urmărirea penală în prezenta cauză penală a fost inițiată de către organul de urmărire penală din cadrul SUP CMP Bălți la 03.08.2012, conform elementelor infracțiunii, prevăzute de art.196 alin.(4) Cod penal.

Prin ordonanța procuraturii mun.Bălți din 15.03.2013, a fost dispusă scoaterea numitei Marina Fadievici de sub urmărirea penală și clasarea cauzei penale, pe temeiul lipsei în acțiuni a elementelor infracțiunii.

Conform încheierii din 03.06.2013 a judecătorului de instrucție din cadrul judecătoriei mun.Bălți, s-a dispus anularea ordonanței procuraturii mun.Bălți din 15.03.2013, iar prin ordonanța din 10.06.2013, a fost dispusă reluarea urmăririi penale pe această cauză.

Prin ordonanța procurorului în procuratura mun.Bălți Alexandru Celac din 11.10.2013, a fost dispusă scoaterea integrală a numitei Marina Fadievici de sub urmărirea penală pe cauză, din motivul lipsei în acțiuni a elementelor infracțiunii și clasarea cauzei penale nominalizate pe motivele invocate mai sus.

În temeiul acestui fapt, în baza demersului procurorului, prin încheierea judecătorului de instrucție din 15.10.2013, a fost dispusă scoaterea sechestrului, aplicat la 18.06.2013 asupra bunurilor mobile și imobile ale numitei Marina Fadievici.

La 25.10.2013 în procuratura mun.Bălți a parvenit plîngerea avocatului Eduard Revenco, înaintată în interesele numitului Patrick Sannier, prin care acesta și-a exprimat dezacordul cu decizia adoptată, solicitînd casarea acesteia, precum și aplicarea măsurilor de asigurare prin stabilirea sechestrului asupra bunurilor numitei Marina Fadievici.

Examinînd în ordine de control ierarhic-superior materialele cauzei penale nr.2012041026, analizînd argumentele de drept și de fapt invocate de către procurorul ierarhic-inferior la adoptarea deciziei, precum și de cele expuse de către avocatul Eduard Revenco în plîngerea depusă, constat că plîngerea înaintată este neîntemeiată, urmînd de a fi respinsă din următoarele considerente.

La motivarea plîngerii înaintate, avocatul face referire la faptul, precum că latura obiectivă a infracțiunii s-a realizat prin cauzarea de daune materiale de către Marina Fadievici numitului Patrick Sannier prin înșelăciune, manifestată prin comunicarea informațiilor false despre anumite circumstanțe și fapte, precum și abuz de încredere, manifestat prin folosirea de către Marina Fadievici a relațiilor speciale de încredere între ei. Indică, că de către organul de urmărire penală nu au fost înlăturate divergențele în declarațiile părții vătămate Patrick Sannier și a numitei Marina Fadievici.

În fapt, cele expuse în plîngere de către avocatul Eduard Revenco, poartă un caracter declarativ, neavînd, reieșind din materialele cauzei penale, careva suport de fapt și de drept.

În cadrul urmăririi penale pe prezenta cauză penală s-a constatat, că cetățeanul Franței, antreprenorul Sannier Patrick Francois Domingos în anul 2003 prin intermediul rețelelor de socializare a făcut cunoștință cu Marina Fadievici, cu care, începînd cu anul 2005, au locuit în concubinaj în apartamentul acesteia din str.Vasile Coroban,20, ap.56, mun.Bălți, ducînd o gospodărie comună. În septembrie 2005, acționînd în calitate de asociat unic Sannier Patrick Francois Domingos înființează Întreprinderea cu Capital Străin "PS-Internațional" SRL, în calitate de administrator desemnînd-o pe Marina Fadievici. În urma unei înțelegeri comune dintre Sannier Patrick Francois Domingos și Marina Fadievici, în vederea dezvoltării activității de producere a întreprinderii pe teritoriul Republicii Moldova, s-a decis procurarea pe banii fondatorului a loturilor de pămînt și a terenurilor cu destinație agricolă. În corespundere cu prevederile Legii nr.1308-XII din 25.07.1997 cu privire la prețul normativ și modul de vînzare-cumpărare a pămîntului, dreptul de vînzare-cumpărare a terenurilor cu destinație agricolă aparține statului, cetățenilor Republicii Moldova și persoanelor juridice, ale căror capital social nu conține investiții străine, din care motiv, precum și pe temeiul relațiilor de încredere formate, Sannier Patrick Francois Domingos și Marina Fadievici au convenit, ca loturile de pămînt și terenurile cu destinație agricolă procurate, să fie înregistrate cu drept de proprietate pe numele ultimei, pentru ca ulterior să fie transmise de către Marina Fadievici în arendă către ÎCS «PS-Internațional» SRL. În așa mod, în perioada anilor 2006-2009, Marina Fadievici în baza mijloacelor financiare, primite de la Sannier Patrick Francois Domingos prin intermediul sistemelor de transferuri bancare internaționale «Western Union» și «Money Gram», în sumă totală de 2 218 745,60 lei, a procurat de la diverse persoane fizice terenuri cu destinație agricolă, amplasate în mun.Bălți și în alte localități, înregistrate cu drept de proprietate pe numele Marinei Fadievici și mamei acesteia Ludmila Cazacu.

Conform datelor contabile ale întreprinderii, în perioada anului 2006, inclusiv anul 2012, la ÎCS «PS-Internațional» SRL au fost înregistrate 27 contracte de arendă a terenurilor agricole cu suprafața totală de 92,4172 ha, inclusiv cu Marina Fadievici 22 contracte de arendă - 81, 4428 ha și Ludmila Cazacu 1 contract de arendă - 2, 7363 ha.

În perioada de referință, numitei Fadievici Marina pînă la momentul de față i-au fost calculate plăți de arendă pentru arenda terenurilor agricole în sumă totală de 347 098, 39 lei, dintre care, au fost achitate 23 300 lei, datoria la moment constituind 323 798, 39 lei.

În baza unei înțelegeri dintre concubini, intru exercitarea activității de întreprinzător, la data 15.05.2008 în temeiul mijloacelor financiare primite de la Sannier Patrick Francois Domingos, conform contractului de leasing nr.263-08/F AD ÎCS „Total Leasing” SA, a fost procurat automobilul de model «MITSUBISHI L200», anul producerii 2008, care, după achitarea tuturor plăților, cu acordul lui Sannier Patrick Francois Domingos, la data 20.05.2009 a fost înmatriculat la SÎT CCA mun.Bălți a ÎS «REGISTRU» pe numele numitei Marina Fadievici.

Tot la 15.05.2008 mijlocul de transport nominalizat a fost transmis în arendă ÎCS "PS-Internațional" SRL conform contractului de arendă.

Conform datelor de evidență contabilă a ÎCS "PS-Internațional" SRL., calculele plății de arendă pentru arenda automobilului dat constituie 278 559, 34 lei, dintre care, au fost achitate pînă la momentul de față 122 266, 45 lei, iar 13 585, 24 lei constituie

suma reținerilor impozitului la sursa de plată, datoria întreprinderii față de Marina Fadievici pentru arenda transportului constituie 142 707, 65 lei.

Conform materialelor cauzei penale s-a stabilit, că pe parcursul anilor 2006-2012, ÎCS «PS-Internațional» SRL exercita activitatea comercială sub conducerea fondatorului Sannier Patrick Francois Domingos și administrarea nemijlocită din partea numitei Marina Fadievici.

În contrapondere celor relatate de către avocatul Eduard Revenco, s-a constatat prin probe certe și pertinente, că pe parcursul activității numitei Marina Fadievici în calitate de administrator al întreprinderii, aceasta a acționat cu bună-credință, cu încuviințarea totală a acțiunilor sale de către Patrick Sannier, a fost remunerată pentru funcția deținută, mijlocul de transport litigios era folosit de ea cu acordul lui Patrick Sannier în scop de serviciu, fără scop de însușire. Bani transferați de către Patrick Sannier au fost utilizați de către Marina Fadievici conform destinației, după cum a avut loc înțelegerea între ei, inclusiv pentru ducerea gospodăriei comune.

Careva date obiective privind denaturarea căreiva informații de către Marina Fadievici în scopul însușirii bunurilor numitului Patrick Sannier stabilite nu au fost.

Marina Fadievici personal nu neagă, că loturile de pământ au fost procurate în mare parte din sursele financiare a lui Patrick Sannier. Din materialele cauzei rezultă, că Marina Fadievici a avut posibilitate și chiar a investit și surse proprii în activitatea întreprinderii.

Din aceste considerente, litigiul dintre Sannier Patrick Francois Domingos și Marina Fadievici, este un litigiu de drept civil, concubinajul dintre părți pe parcursul a circa 7 ani, având consecințe și obligațiuni cu caracter reciproc atât de ordin moral, cât și de ordin patrimonial, care urmează de a fi soluționat pe cale amiabilă, fie în cadrul unui proces civil.

Reieșind din aceste circumstanțe, se constată lipsa temeiurilor intru anularea ordonanței procurorului ierarhic-inferior din 11.10.2013.

Ținând cont de cele expuse mai sus, conducându-mă de prevederile art.art.52 alin.(2) p.3/1), 255, 298-299/2 Cod procedură penală,

DISPUN:

1. A respinge ca fiind drept neîntemeiată plîngerea din 25.10.2013, depusă de către avocatul Eduard Revenco în interesele numitului Patrick Sannier, împotriva ordonanței procurorului Alexandru Celac din 11.10.2013, emisă în cadrul cauzei penale nr.2012041026.
2. A informa persoanele interesate despre hotărîrea primită și modalitatea de contestare a prezentei ordonanțe conform prevederilor art.313 Cod de procedură penală judecătorului de instrucție.

Procurorul mun.Bălți
consilier juridic de rangul I

P. Revenco
Viorel Tureac